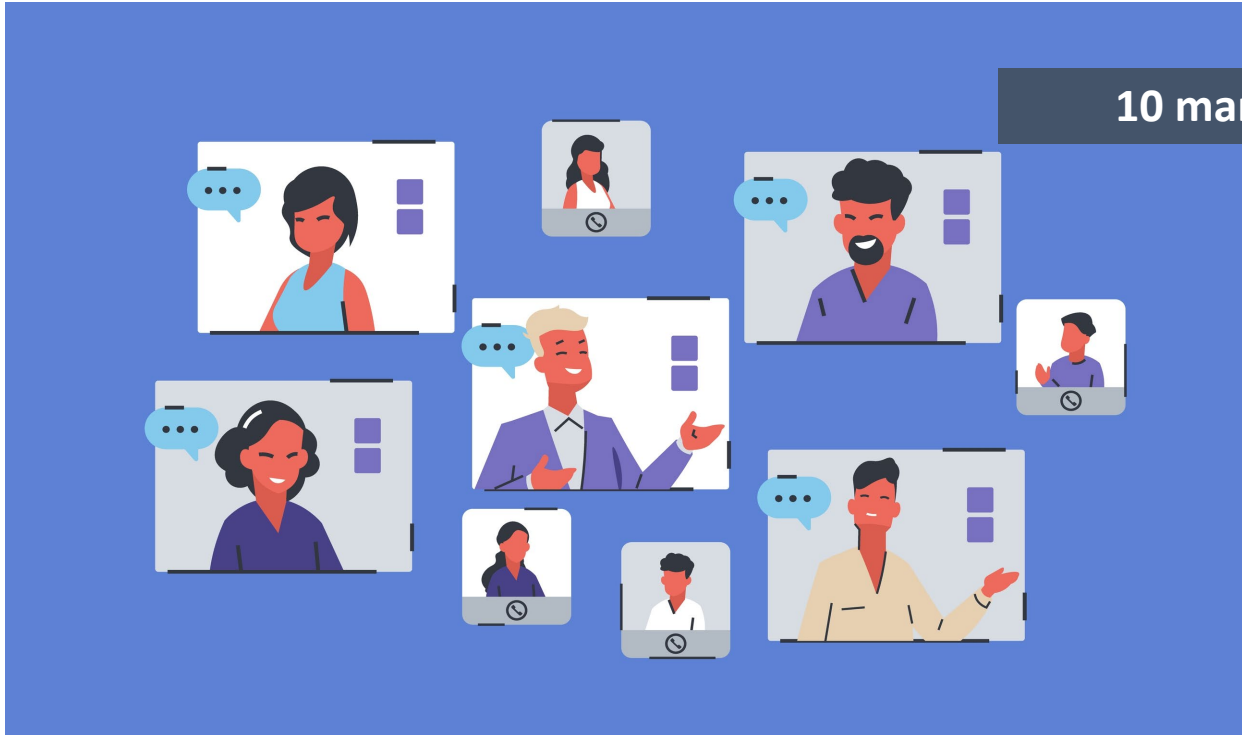


10 mars 2022

Date et heure : Jeudi 10 mars 2022, 14h00 – 15h00 (CET)

Format : Webinaire Zoom. L'inscription préalable est nécessaire.

https://unesco-org.zoom.us/webinar/register/WN_mHoHL3kUTk-LTJyGCaFM5w

Public cible : Décideurs politiques et acteurs de l'enseignement supérieur

Langues : Anglais/Français, avec interprétation simultanée

Contexte

Un financement durable, une gouvernance efficace et des cadres réglementaires sont essentiels pour garantir la qualité et l'accessibilité financière de l'enseignement supérieur. Il s'agit de dimensions clés pour la réalisation de l'objectif 4.3 des ODD, relatif à l'enseignement supérieur.

L'autonomie accrue accordée aux établissements d'enseignement supérieur a poussé nombre d'entre eux à améliorer leurs programmes tout en s'efforçant d'être rentables et compétitifs au niveau mondial. La demande croissante pour l'enseignement supérieur a également conduit à une diversification des prestataires. Les établissements publics, privés et d'enseignement à distance ont augmenté en nombre, en taille et en portée, ce qui soulève des questions de qualité et de responsabilité.

Le [Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2](#) sur les acteurs non étatiques de l'éducation souligne que les modalités de financement des établissements non étatiques, telles que leur accès au financement public et la mesure dans laquelle ils dépendent des frais d'inscription, ont des implications en termes de qualité et d'équité. La réglementation de l'enseignement supérieur non étatique varie également, tout comme l'utilisation de mécanismes d'assurance qualité pour garantir des normes minimales.

Les dépenses publiques pour l'enseignement supérieur n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation des inscriptions, qui ont doublé au cours des 15 dernières années et devraient encore doubler d'ici 2030. Le coût de l'enseignement supérieur a augmenté, avec une hausse des frais de scolarité, des prêts étudiants

et du coût de la vie qui entrave l'accès, la participation et l'achèvement des études, en particulier pour les étudiants issus de milieux à faibles revenus.

La pandémie de Covid-19 n'a fait que démontrer une fois de plus à quel point il est essentiel que la gouvernance, au niveau du système dans l'enseignement supérieur, soit capable de répondre à des contextes dynamiques. Les effets de la pandémie continuent de peser lourdement sur le financement de l'enseignement supérieur, sachant que moins de 1 % des plans de relance Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire est alloué à l'éducation.

Le partage des coûts, l'amélioration des systèmes fiscaux, les mesures de financement innovantes et les partenariats public-privé peuvent constituer une opportunité pour améliorer la participation, la diversité et le pluralisme dans l'enseignement supérieur. Ces éléments doivent être au cœur des débats, au même titre que l'autonomie des établissements, l'efficacité organisationnelle et la responsabilité.

Objectifs et Ordre du jour

Il s'agit de la cinquième édition de la série de Discussions sur l'enseignement supérieur organisée à l'aune de la [3^{ème} Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur](#) (Barcelone, 18 - 20 mai 2022). Elle vise à rassembler les décideurs politiques et les parties prenantes de l'enseignement supérieur pour discuter de la manière dont une gouvernance et un financement efficaces peuvent contribuer à garantir la qualité et l'accessibilité financière de l'enseignement supérieur.

Questions clés à examiner:

- Comment l'enseignement supérieur est-il intégré dans les plans sectoriels de l'éducation et dans leurs cadres de gouvernance et de financement ?
- Qui devrait payer pour l'enseignement supérieur ?
- Dans quelle mesure le financement de l'enseignement supérieur devrait-il être transformé à la suite de la pandémie de Covid-19 ?
- Quels types de politiques sont nécessaires, aussi bien pour les gouvernements que pour les établissements d'enseignement supérieur, pour assurer une gouvernance responsable et efficace de l'enseignement supérieur ?
- Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, quel est le statut des réglementations existantes sur les acteurs non étatiques dans la sphère de l'enseignement supérieur ?

Jeudi 10 mars 2022	
14h00 – 14h05	Ouverture M. Francesc Pedró, Directeur de l'Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)
14h05 – 14h25	Discussion <ul style="list-style-type: none">• Mme Satoko Yano, Spécialiste de programmes, Section de la politique de l'éducation, UNESCO• M. Kilemi Mwiria, ancien Ministre adjoint de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Technologie, Kenya• M. Damtew Teferra, Professeur d'enseignement supérieur, Université de KwaZulu-Natal, Afrique du Sud, et directeur fondateur du Réseau international pour l'enseignement supérieur en Afrique• Mme Anna Cristina d'Addio, Analyste senior des politiques, Rapport mondial de suivi sur l'éducation Modératrice : Mme Hassmik Tortian, Spécialiste de programme, Section de l'Enseignement supérieur, UNESCO
14h25 – 14h55	Séance de Questions/Réponses
14h55 – 15h00	Synthèse

Pour les prochaines discussions : <https://fr.unesco.org/news/discussions-lenseignement-superieur>